
les 7 principaux pays membres, seul le Canada n'avait pas fait preuve de modération dans le secteur des salaires. On ajoutait que l'écart grandissant entre les performances américaines et canadiennes en matière de lutte contre l'inflation était source de graves préoccupations. En guise de conclusion, les auteurs du rapport font remarquer que les Canadiens devront faire preuve d'une très grande modération salariale s'ils veulent améliorer la position concurrentielle du pays.

Il y a une semaine, le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, a tenu des propos très semblables en recommandant la solution qui s'impose. On parviendra à réduire l'inflation des prix, a-t-il fait remarquer, si les Canadiens acceptent pour le moment des augmentations de revenu qui soient inférieures aux taux de l'inflation. Dans le court terme, cette stratégie aura certes pour conséquence de faire baisser les revenus, mais elle ralentira rapidement le mal qui est à la source de l'érosion du salaire que nous touchons. Elle freinera la montée du chômage et établira de solides bases pour la reprise d'une croissance réelle des revenus dans l'ensemble de l'économie. Naturellement, elle améliorera également notre position concurrentielle internationale. C'est donc la voie à suivre pour passer d'une inflation de 12 p. 100, qui nous a plongés dans la récession, à un rythme de 6 p. 100 qui assurera la relance économique.

**Tous les
Canadiens
sont visés**

Comme l'a dit M. MacEachen, à nous de choisir. Et il faut que le choix soit collectif. Il faut que tous les Canadiens soient disposés à oeuvrer de concert pour résoudre un problème qui nous touche tous. Ce n'est donc que grâce à un effort collectif que nous réussirons à venir à bout de cette difficulté.

Certains chefs syndicaux veulent se retirer et laisser d'autres assumer le fardeau qu'ils veulent éviter. Membre du seul groupe dont le revenu a été effectivement réduit par le budget, soit celui des Parlementaires, je crois avoir le droit d'affirmer que si nous ne sommes pas tous disposés à participer à l'effort et à chercher à persuader d'autres de faire de même, nous ne pourrons pas réussir. Il s'agit d'un problème qui, à mon avis, n'épargne entièrement aucun groupe, si ce n'est un groupe que nous voudrions tous, j'en suis sûr, soustraire à l'inflation. Il s'agit évidemment des retraités qui touchent le supplément de revenu garanti, les personnes qui, aux termes mêmes de notre définition, vivent dans la pauvreté et auxquelles nous accordons cette aide supplémentaire que représente le supplément de revenu garanti. Or, les mesures budgétaires ne touchent ni la part de pension de sécurité de la veillesse ni le supplément de revenu garanti.

Je crois cependant que même les pensionnés voudront contribuer à la résolution du problème qui nous touche tous. Ils sont, comme nous, citoyens canadiens et je crois qu'ils voudront participer à leur façon. Ce n'est peut-être pas une contribution considérable, puisque cela ne les touchera pas trop durement, mais nous participons tous à la lutte collective contre l'inflation dans la mesure de nos revenus.

Il ne s'agit pas là des problèmes des autres ; ce sont bel et bien nos problèmes. Il n'y a